

e) coopération étroite des pays membres pour remédier au désordre des marchés des changes.

Les pays participants décidèrent d'un ensemble d'engagements précis pour donner effet à "l'action concertée". À leurs yeux, ce furent là des mesures d'aide mutuelle qu'il leur aurait été difficile de prendre unilatéralement.

Voulant donner davantage corps aux programmes d'"action concertée" de l'O.C.D.E., les participants acceptèrent de revoir leurs politiques énergétiques et d'en accélérer l'application; ils jugèrent indispensable le développement de l'énergie nucléaire et estimèrent que l'exécution des programmes afférents, alors plus ou moins en veilleuse, devait être poursuivie sans retard. Ils convinrent en outre que le charbon était appelé à avoir une importance de plus en plus grande et qu'il fallait trouver de nouvelles sources d'énergie renouvelable, tout en augmentant l'efficacité des sources existantes.

Dans le secteur Nord/Sud, les participants se sont engagés à accroître leur contribution au fonds d'aide privilégié de la Banque mondiale (Association internationale de développement - AID), afin de permettre une augmentation annuelle réelle de ses prêts.

Ils proposèrent également que la Banque mondiale envisage des moyens de mieux répondre aux besoins des pays les moins avancés dans le domaine de l'énergie. Ils insistèrent tout particulièrement sur l'opportunité d'examiner la possibilité de financer l'exploration des hydrocarbures.

Tôkyô, juin 1979

Si l'on énumère les maux dont, avant le Sommet de de Tôkyô, l'économie mondiale était affligée, les plus aigus étaient la menace d'une récession mondiale, les taux d'inflation en constante accélération, une récente augmentation des prix de l'OPEC et un chômage élevé.

Les chefs d'Etat ont choisi de s'attaquer d'abord aux problèmes de l'énergie et de l'inflation. À leurs yeux, le coût et la fourniture de l'énergie avaient compliqué le problème de l'inflation et réduit davantage encore les possibilités d'expansion. Ils ont considéré l'augmentation du prix du pétrole en 1979 comme une entrave à la plus grande partie des progrès réalisés dans l'amélioration de la balance commerciale à l'échelle mondiale.